

Chas Freeman : les États-Unis et l'Iran à nouveau en guerre, l'OTAN abuse de l'Ukraine

L'ambassadeur Chas Freeman a été ancien secrétaire adjoint à la Défense, recevant les plus hautes distinctions de service public du Département de la Défense pour ses rôles dans la conception d'un système de sécurité européen centré sur l'OTAN après la guerre froide et dans le rétablissement des relations de défense et militaires avec la Chine. Il a été ambassadeur des États-Unis en Arabie saoudite durant les opérations Desert Shield et Desert Storm. Lire le Substack de Chas Freeman : <https://substack.com/@chasfreeman662157> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL> Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glennndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennndiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennndiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Achetez des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok>

#Glenn

Bon retour parmi nous. Aujourd'hui, nous recevons l'un des grands diplomates américains, l'ambassadeur Chas Freeman. Il a été ambassadeur des États-Unis en Arabie saoudite, ainsi que secrétaire adjoint à la Défense. Merci d'être de retour avec nous.

#Chas Freeman

Je suis très heureux d'être avec vous, Glenn, et ravi de vous voir.

#Glenn

Donc, on voit que les États-Unis ont signé un protocole d'accord pour sortir de la guerre, puis qu'ils y sont retournés, plus ou moins peu de temps après. Et la semaine dernière, les États-Unis ont annoncé... enfin, Bessent l'a dit, et je crois que Marco Rubio aussi : les sanctions économiques et le blocus avaient été si efficaces qu'il n'était plus nécessaire de revenir à des frappes militaires. Or, cette semaine, les États-Unis ont repris les combats contre l'Iran avec des bombardements, notamment contre ses villes portuaires. Et au cours des quarante-huit dernières heures, les Iraniens ont vraiment riposté. Ils ont frappé des cibles à Bahreïn, au Koweït, en Jordanie, aux Émirats arabes

unis, ainsi qu'au moins une cible en Irak. Je me demandais comment vous évaluez la situation. Je ne parle pas nécessairement des dégâts réels sur le terrain, parce que nous ne les avons pas encore vus, mais pourquoi retourner à la guerre ?

#Chas Freeman

Eh bien, je pense à cette célèbre remarque du grand ministre israélien des Affaires étrangères des débuts d'Israël, Abba Eban. Il disait des Palestiniens — mais, en réalité, il aurait dû parler des États-Unis — qu'ils ne manquent jamais une occasion de manquer une occasion. Le protocole d'accord était l'occasion d'en rester là, de limiter nos pertes et de partir. Mais nous ne l'avons pas saisie. Bien au contraire. Nous avons immédiatement commencé à l'éroder et à le violer, pour finir par ne plus le respecter du tout. La position iranienne reste la suivante : si les États-Unis respectent leurs engagements dans le protocole d'accord, alors ce commerce pourra s'ouvrir.

Et, bien sûr, le délai de soixante jours pour négocier un règlement de ce différend a expiré. Et il est évident que l'administration Trump ne connaît aucune autre manière d'influencer le comportement d'autres pays que de les frapper — ces étrangers encombrants — avec des bombes et des missiles. Nous voilà donc repartis. Et, de façon tout à fait prévisible, notre escalade a entraîné une contre-escalade iranienne, à un niveau supérieur. Comme vous l'avez dit, nous ne connaissons pas l'ampleur des dégâts dans les différentes installations militaires américaines qui ont été attaquées, parce que le Pentagone applique une règle : dissimuler, couvrir tout dommage, quel qu'il soit. Mais il y a sans aucun doute des dégâts importants, qui pourraient être considérables.

Il s'est écoulé suffisamment de temps pour que des équipements détruits lors de précédentes frappes iraniennes aient très bien pu être remplacés, puis détruits de nouveau aujourd'hui. C'est donc une stratégie perdante. Ça ne sert à rien. Et je sais qu'au milieu de tout cela, les affirmations selon lesquelles le détroit est ouvert sont démenties par les attaques contre deux pétroliers saoudiens. Apparemment, ils tentaient de sortir discrètement, avec le soutien des États-Unis, et ils ont heurté des mines dans le détroit d'Ormuz. Cela contredit l'affirmation du Commandement central selon laquelle toutes les mines avaient été retirées du détroit. En réalité, le blocus d'une voie de communication stratégique comme le détroit est imposé par les compagnies d'assurance. Elles doivent estimer que tout navire qui tente d'entrer dans le détroit d'Ormuz ou d'en sortir est en danger.

Les tarifs d'assurance doivent être colossaux. Et très peu de pétroliers risqueront de transiter dans ces conditions. Il y a énormément d'inepties sur les réseaux sociaux. Et certaines sont reprises par des organisations pourtant réputées. Goldman Sachs, par exemple, a publié un rapport vraiment absurde sur la quantité de pétrole qui traverse le détroit. C'est totalement invraisemblable. Cela me ramène donc au dernier point : tout cela est autant une guerre de l'information qu'une guerre cinétique. Et la guerre de l'information américaine repose, de toute évidence, sur des fictions fragiles

comme des toiles d'araignée, sur des mensonges. Ça ne marche pas. La réalité finit toujours par détruire ou réfuter les déclarations absurdes qui sortent du Pentagone et de la salle de briefing de la Maison-Blanche.

#Glenn

Eh bien, compte tenu de la décision, je suppose, de reprendre la guerre, on voit qu'Israël est déjà quelque peu surmené. Comment voyez-vous sa position dans la région, sa position stratégique ? Parce que je peux comprendre que, si les États-Unis réussissaient dans la guerre contre l'Iran, cela renforcerait la position d'Israël. Mais s'engager dans cette guerre puis échouer... on aurait l'impression qu'Israël, déjà très vulnérable, se retrouverait dans une situation encore pire.

#Chas Freeman

Eh bien, cette guerre a été lancée, comme nous le savons par les explications de Marco Rubio et d'autres, au nom d'Israël. Elle ne répondait à aucun intérêt américain direct. Elle découlait de l'intérêt israélien à soumettre l'Iran et à éliminer toute opposition à son projet de Grand Israël, d'expansion dans la région et d'assujettissement de ses voisins. Et elle a échoué. Il n'existe plus d'option militaire aujourd'hui, surtout depuis que les États-Unis ont épuisé leurs réserves, leurs stocks d'armes utiles, que ce soit dans le golfe Persique ou sur d'autres théâtres. Et l'armée américaine est, en substance, en révolte contre la Maison-Blanche. Elle conseille au président qu'il ne dispose pas d'options militaires. L'urgence a...

Par conséquent, malgré les appels d'Israël pour que les États-Unis poursuivent la guerre contre l'Iran, alors même qu'Israël n'y participe plus, Israël se concentre désormais sur le nettoyage ethnique en Cisjordanie, sur l'achèvement du génocide à Gaza, sur la transformation du sud du Liban en terre dévastée, et sur l'annexion de territoires en Syrie, tout en disputant l'influence à Damas aux Turcs. Israël a, pour l'essentiel, laissé les États-Unis mener la guerre qu'il a lui-même provoquée. Mais il n'existe aucune option militaire. Le gouvernement américain est donc revenu à une approche pourtant éprouvée, et pourtant vouée à l'échec : la guerre économique, l'usure. Une guerre d'usure sur le plan économique, fondée sur l'idée que l'économie iranienne est en difficulté — ce qui est vrai — et que les Iraniens céderont donc avant les États-Unis.

Mais c'est très peu probable. Je ne pense pas que cela ait la moindre crédibilité en dehors du Bureau ovale, où cette idée a été inventée. Et donc, il est probable que nous revenions — et je crois en avoir déjà discuté avec vous — à la situation habituelle : la guerre en Asie occidentale post-ottomane. Et j'imagine que nous y sommes de nouveau, avec des échanges de représailles entre les États-Unis et l'Iran, qui affectent les intérêts d'États clients des Américains, que nous ne pouvons plus protéger, et qui finiront probablement par atteindre Israël. Nous sommes donc dans un cycle d'escalade et de contre-escalade, un peu comme en Ukraine.

#Glenn

Eh bien, je voudrais en fait vous interroger sur l'Ukraine un peu plus tard. Mais je veux juste ajouter une dernière question sur ce point. Autrement dit, le calcul de Trump, du moins à en croire sa rhétorique, c'est que si l'on frappe les Iraniens assez durement, si l'on leur inflige suffisamment de souffrances sur le plan militaire, si l'on parvient à détruire assez leur économie, en poursuivant cette pression économique, alors cela forcera les dirigeants à capituler. Et s'ils ne veulent pas capituler, alors, au moins, on peut rendre la situation si douloureuse que les gens descendent dans la rue. Vous savez, c'est ce que Donald Trump a écrit très récemment sur les réseaux sociaux : « Soulevez-vous, vous savez, le pays est en train d'être détruit. »

Mais étant donné que toute défaite de l'Iran ne signifierait pas simplement un retour aux quarante-sept années précédentes de statu quo, avec des menaces et des sanctions permanentes, mais pourrait même entraîner la destruction de l'Iran lui-même, cela ne semble pas très probable. Autrement dit, les Iraniens seront prêts à absorber ces coûts. Alors, que peut faire les États-Unis à partir de là ? Vous avez parlé d'être piégé dans une escalade. S'il n'y a pas de voie vers la paix, si aucun de ces moyens militaires et économiques ne fonctionne, pensez-vous qu'il soit probable que les États-Unis en viennent à utiliser une arme nucléaire ? Et si les États-Unis ne le faisaient pas, je viens justement de parler avec Joe Kent. Il faisait valoir que les Israéliens pourraient peut-être dire aux Américains : « Vous savez, nous pourrions lancer une frappe nucléaire. Contentez-vous de regarder ailleurs. » Voyez-vous cela comme une possibilité probable, ou pas ?

#Chas Freeman

Eh bien, cette question comporte pas mal d'éléments auxquels il faut répondre. D'abord, il y a un point évident : aucun objectif n'a été clairement annoncé dans tout cela. Autrement dit, aucune proposition concrète n'a été faite aux Iraniens, à laquelle ils pourraient répondre oui. Que pourraient-ils faire pour mettre fin à la campagne de pression maximale ? Personne ne le sait. Leur analyse, c'est que les États-Unis attendent simplement leur heure, pour reconstituer leurs forces et réessayer. Et l'ironie, c'est que tout cela a commencé avec l'objectif affiché d'éliminer le prétendu programme iranien d'armes nucléaires, un programme qui n'a jamais été confirmé. Il y avait un objectif de changement de régime. Un objectif d'inciter à la révolte dans les rues. Un objectif d'épuiser l'arsenal iranien de missiles capables de frapper Israël, et de contraindre l'Iran à se soumettre.

On en revient exactement à cette question de changement de régime, parce qu'il n'y a aucune exigence précise. Or, quand on cherche à provoquer un changement de régime, il faut savoir à quoi ressemblera le nouveau régime, et en quoi il sera meilleur que l'ancien. Nous avons tenté un changement de régime le vingt-huit février dernier, comme nous l'avons fait en juin de l'année précédente. Et dans les deux cas, le régime qui a succédé au précédent s'est montré plus radical, plus difficile à traiter que celui qu'il remplaçait. Et je ne vois aucune raison de penser que cette dynamique ne se poursuivrait pas. C'est donc une guerre absurde dans laquelle Trump a entraîné les États-Unis, sans qu'aucune issue ne soit visible. Il n'est pas disposé à reconnaître qu'il serait mieux servi, tout comme les États-Unis, en limitant nos pertes et en nous retirant.

Voilà pour tout cela. Maintenant, sur la question des armes nucléaires, il est possible que le fait notable que l'Iran ait épargné Israël dans ses attaques contre des installations américaines, des avions américains et autres, résulte d'une communication privée d'Iraël à Téhéran, menaçant d'une attaque nucléaire. Autrement dit, l'Iran joue la prudence en n'impliquant pas — ou en ne réimpliquant pas — Israël, malgré le fait que le protocole d'accord exigeait notamment qu'Israël mette fin à ses exactions au Liban. Il y a donc, en arrière-plan, une menace nucléaire israélienne, du moins selon les circonstances. Rien ne prouve que ce soit le cas. Et, bien sûr, au Pentagone, on parle de l'emploi d'armes nucléaires tactiques, non seulement en Iran, mais aussi ailleurs.

Et c'est très inquiétant, parce que cela franchirait une fois pour toutes le seuil nucléaire et légitimerait l'usage de ces armes de destruction massive. Je ne pense pas que qui que ce soit le souhaite. J'ai souligné que, sur le programme nucléaire iranien, nous avons fourni à l'Iran le meilleur argument possible pour développer une dissuasion nucléaire, puisque tous les autres moyens de dissuasion ont échoué. Et pourtant, l'Iran n'a apparemment pas développé d'arme nucléaire, du moins pas ouvertement. Nous ne savons pas ce qu'il a pu faire clandestinement. Bien sûr, Israël est obsédé par l'idée que l'Iran puisse l'imiter en développant clandestinement des armes nucléaires, mettant ainsi fin au monopole nucléaire israélien dans la région.

Cela a été, assez curieusement, non pas annulé, mais compromis par l'entente tripartite entre le Pakistan, l'Arabie saoudite et la Turquie. Cela implique un rôle nucléaire pakistanais dans la sécurité de la région, puisque le Pakistan est une puissance nucléaire déclarée. Les États-Unis utiliseraient-ils des armes nucléaires ? Je pense qu'il y aurait une résistance considérable au plus haut niveau de l'armée américaine. Est-ce que cela pourrait faire changer d'avis Donald Trump et ses conseillers serviles, qui semblent avoir peur de lui dire quoi que ce soit qu'il ne veuille pas entendre ? Je ne sais pas. Mais en ce moment, c'est très intéressant. Nous assistons à un changement de régime à Washington. Autrement dit, les partisans de Marco Rubio gagnent du terrain et évincent partout les fidèles du vice-président Vance. Le secrétaire à l'Armée de terre en est l'exemple le plus notable.

On voit l'armée s'opposer aux ordres de déploiement qu'elle reçoit. Autrement dit, les commandements régionaux, c'est-à-dire les commandements opérationnels, s'y opposent. On voit le secrétaire à la Défense, qui se présente lui-même comme le secrétaire à la Guerre, subir des attaques de plus en plus virulentes dans la presse. On lui reproche son incompétence, les dommages causés à l'efficacité des forces armées américaines et, bien sûr, ses attitudes racistes et misogynes, ainsi que sa persécution d'officiers militaires issus des minorités, du mauvais genre à ses yeux. Les États-Unis sont donc dans une certaine tourmente en ce moment, et personne ne peut dire ce qui se passera dans cette affaire. On vient aussi de voir le président des États-Unis menacer la Grande-Bretagne : si elle n'achetait pas davantage d'armes aux États-Unis, nous remettrions d'une manière ou d'une autre les îles Malouines, ou les Falkland, à l'Argentine.

J' imagine qu'on pourrait faire ça. Mais à quoi bon ? Je suppose que nous apprécions beaucoup monsieur Milei, le président argentin. C'est encore un autre cinglé. Et j' imagine que les dirigeants

mentalement malades du monde doivent se serrer les coudes. Alors, peut-être que nous le soutiendrons au sujet des Malouines. Qui sait ce qui va se passer ? Et c'est précisément ça, le problème. Puisque personne ne sait ce qui se passe, ni ce qui pourrait se passer, personne n'est disposé à suivre les États-Unis. Donc, nous avons une demande de Bessent : vous savez, tout le monde devrait renforcer les sanctions contre l'Iran. Mais ces sanctions ne visent pas l'Iran. Les États-Unis n'ont ni échanges commerciaux ni relations financières avec l'Iran, donc nous ne pouvons pas sanctionner l'Iran. Alors, nous exigeons que tous les autres le fassent à notre place.

Et nous exigeons, sous la menace de mesures économiques, par exemple de sanctions contre la plus grande banque d'Égypte, et nous menaçons d'imposer d'autres sanctions aux pays qui continuent de commercer avec l'Iran. Cela n'a intimidé ni les Chinois, ni les Russes, ni les Arabes de manière plus générale. Nous venons d'ailleurs de voir l'Organisation de coopération de Shanghai se réunir à Bichkek, au Kirghizistan, et condamner fermement la politique américaine envers l'Iran. Elle a ensuite exigé la fin de la guerre et l'abandon de ces sanctions secondaires, qui les visent, afin de faire pression sur l'Iran. Donc tout cela est insensé. Ça n'a tout simplement aucun sens, et ça ne mènera nulle part. Je reviens donc à l'idée que nous sommes en état de guerre, un état qui se manifeste par des frappes et des ripostes intermittentes. Aussi loin que l'on puisse voir, il n'y a absolument aucune diplomatie en cours.

#Glenn

Les sanctions ont tendance à fonctionner quand elles restent modérées et limitées dans le temps. Mais s'en prendre à la Chine, dire au monde de ne pas acheter de technologie chinoise ; s'en prendre à la Russie, dire au monde de ne pas acheter d'énergie russe ; s'en prendre à l'Iran, dire à tout le monde de ne pas commercer avec lui ; et puis, bien sûr, utiliser l'arme des droits de douane à tout-va, contre les adversaires comme contre les alliés... À un moment, cela devient, semble-t-il, autodestructeur. Parce que les pays finissent par conclure qu'il est plus simple d'absorber le choc venant des États-Unis et, au moins, de commercer avec le reste du monde. Car en commerçant avec le reste du monde, ils diversifient leurs échanges. Ils se rendent un peu moins vulnérables à ce type de coercition économique. Mais non, on dirait qu'ils misent tout là-dessus. Parce que maintenant, enfin, si l'objectif est de diviser ces pays, de les empêcher de commercer entre eux, ils font exactement l'inverse, comme vous l'avez dit. C'est un mauvais pari.

#Chas Freeman

C'est un très mauvais pari. Je m'y connais en sanctions. À l'époque de l'apartheid en Afrique du Sud, j'étais chargé d'administrer la loi globale contre l'apartheid, et donc responsable de l'application des sanctions. Je connais les deux côtés. De manière générale, les sanctions sont des gestes politiques qui ne coûtent rien à ceux qui les prennent. Très souvent, elles servent à apaiser leur propre électorat. Dans le cas de l'Afrique du Sud, par exemple, il y avait une interdiction d'importer des pommes. Imposée par qui ? Par les sénateurs de l'État de Washington et ceux de Virginie-Occidentale, deux États producteurs de pommes. Nous avons interdit les importations de charbon

sud-africain, ou son achat, jusqu'à ce que nous reconnaissons que nos propres ventes de charbon dépendaient du mélange avec du charbon sud-africain.

Nous avons supprimé le quota sur le sucre sud-africain, ce qui a privé de moyens les producteurs de sucre zoulous du Natal, au KwaZulu-Natal. Et ainsi de suite. Mais les sanctions sont efficaces pour les responsables politiques qui les défendent, parce qu'elles font porter le coût de ces mesures à quelqu'un d'autre. Eux n'en paient aucun prix. Ils peuvent aller voir les électeurs et dire : « Regardez, je suis ferme face à l'apartheid. Je suis ferme face à l'Iran. Je suis ferme face à la Chine et à la Russie », ou peu importe. Mais surtout, les sanctions ne sont pas efficaces comme instrument d'influence, sauf lorsqu'elles servent de menace dans le cadre de négociations. Si vous menez une négociation et que vous dites : « Si cette négociation échoue, vous serez soumis à des sanctions », cela renforce votre levier dans la négociation et augmente les chances d'aboutir à un résultat positif.

#Chas Freeman

Mais une fois que vous imposez des sanctions,

#Chas Freeman

Le marché se réorganise immédiatement. Les gens trouvent des moyens de les contourner. Ils trouvent aussi des moyens d'en tirer profit. Et dans le cas de l'Afrique du Sud, ce qui est très pertinent ici, il y avait un embargo sur les armes. C'est sur cette base qu'Armcor s'est développée, pour devenir l'un des grands complexes militaro-industriels du monde. Les Sud-Africains ont même produit leurs propres armes nucléaires et leurs propres missiles de croisière, avec un peu d'aide des Israéliens. Donc, quand vous imposez des sanctions, vous accordez en quelque sorte au pays ciblé l'avantage équivalent à une barrière douanière ou à une interdiction d'importer. Des industries et des exploitations agricoles qui, autrement, ne seraient pas viables, le deviennent parce qu'elles sont protégées.

Dernier point à ce sujet. Et, là encore, prenons l'exemple de l'Afrique du Sud. Quand l'Afrique du Sud était sous sanctions, ses vins, qui étaient assez bons mais pas excellents, n'étaient vraiment pas compétitifs sur les marchés internationaux. Ils étaient vendus en Afrique australe sous des étiquettes étranges. Je me souviens que Margaret Thatcher s'était rendue à Lusaka pour une réunion du Commonwealth, où elle était la seule représentante d'un gouvernement. La Grande-Bretagne était seule à s'opposer aux sanctions contre l'Afrique du Sud. Mais l'ironie, c'est qu'à cette réunion du Commonwealth, le vin servi portait l'étiquette « vin non aligné », alors qu'il venait d'Afrique du Sud. Donc, quand on veut, on peut. Une fois les sanctions levées contre l'Afrique du Sud, les domaines viticoles sud-africains ont dû affronter la concurrence internationale. Et leurs bons vins sont devenus d'excellents vins.

Je trouve donc que c'est très étrange. En gros, je dirais que la puissance économique n'est vraiment efficace que comme force d'attraction. On peut rapprocher des pays, comme dans l'Union

européenne, en les incitant à s'intégrer économiquement. Mais si vous essayez de faire pression par les liens économiques, c'est comme pousser sur une corde. Ça ne produit vraiment aucun résultat. Tout cela découle d'une affirmation farfelue de Woodrow Wilson, selon laquelle les sanctions étaient plus terrifiantes que la guerre, et que quiconque y serait soumis se rendrait immédiatement. Eh bien, il disait cela en mille neuf cent dix-sept. Et nous avons désormais cent neuf ans d'expérience qui réfutent cette affirmation de manière décisive. Et oui, nous voilà encore à jouer le même jeu. Dernier point : cela a des effets terribles sur le marché obligataire.

Et vous savez, les gens achètent des obligations parce qu'elles sont moins volatiles que les actions sur le marché des capitaux, les titres boursiers. Mais aujourd'hui, les obligations sont volatiles, et les taux d'intérêt augmentent. Les gens encaissent donc leurs obligations à court terme pour acheter des obligations à long terme, avec des taux d'intérêt plus élevés. Et tout le monde ne s'intéresse pas aux obligations à long terme, parce que certains calculent que les politiques menées par l'administration Trump vont faire grimper l'inflation à des niveaux intolérables. Par conséquent, les obligations à long terme vous feront perdre de l'argent, au lieu de vous en faire gagner. Cette politique stupide a donc beaucoup d'effets en cascade. Elle ne vise pas à mettre l'Iran à genoux. Elle ne rendra pas les États-Unis plus sympathiques aux yeux des autres. Et que la Grande-Bretagne augmente ou non ses achats d'armes américaines, je pense que les îles Falkland ne deviendront pas les Islas Malvinas.

#Glenn

Non, moi non plus, je ne pense pas que ça se produira tout de suite. Enfin, avec les sanctions, on a vu le même problème en Europe : l'idée qu'ils peuvent contrôler les marchés en se coupant du gaz et du pétrole russes. Mais ils avaient toujours besoin d'énergie. Alors, ils se sont tournés vers le Moyen-Orient. Et là, ils ont commencé à rafler toute l'énergie dont l'Inde aurait besoin, là où elle s'approvisionne habituellement. Ce qui a fait grimper les prix. Donc, en substance, ça a forcé les Indiens à acheter à la Russie, alors qu'ils n'y achetaient pas beaucoup auparavant. Même les Américains leur ont dit : « Vous devriez aller acheter en Russie, pour stabiliser les prix de l'énergie. » Et donc, vous savez, les Russes ont fini par faire davantage de profits. Au final, tout ça était assez inutile. Maintenant, les Européens sont mécontents des Indiens parce qu'ils achètent de l'énergie russe, après que les Européens se sont tournés vers l'énergie du Moyen-Orient.

#Chas Freeman

Et avec une grosse remise, en général. Oui. Mais, vous savez, pensez à l'absurdité de voir les États-Unis dire à des pays qui importent du pétrole du golfe Persique : « N'utilisez pas de dollars pour acheter du pétrole, parce que vous ne pouvez pas. Parce que nous allons vous en empêcher. S'il peut s'agir de pétrole iranien, vous serez coupés de SWIFT, le centre de messagerie à Bruxelles qui est au cœur des transactions en dollars. » Si vous dites aux gens : « Vous n'avez pas le droit d'utiliser des dollars pour acheter quelque chose dont vous avez besoin », à votre avis, qu'est-ce qu'ils vont faire ?

Je pense qu'ils trouveront une autre monnaie pour le faire, et c'est effectivement ce qui est en train de se passer. Donc, c'est autodestructeur et idiot. Un peu comme le blocage du détroit d'Ormuz par les États-Unis. L'Iran, vous savez, aurait probablement pu mettre en place un blocus efficace à lui seul. Mais nous l'y aidons, vous savez. Et tous les pays du monde souffrent de plus en plus de pénuries d'énergie, à cause du blocus conjoint, américano-iranien, du détroit d'Ormuz. Vous savez, on ne pourrait pas inventer ça. C'est fou. Alice au pays des merveilles.

#Glenn

Je pense que c'était l'une des préoccupations iraniennes. Autrement dit, ils voulaient que les États-Unis subissent des difficultés économiques, parce que c'était leur principal levier. Mais ils craignaient un peu que le reste du monde leur en fasse porter la responsabilité. Et puis Trump leur impose un double blocus, ce qui les soulage. Ça me rappelle quand Obama a dit, en substance : « Nous allons réduire le rouble en miettes. Nous allons, vous savez, être à l'origine de leurs problèmes économiques. » Et, au fond, dès qu'un problème économique apparaît en Russie, le gouvernement n'en porte plus la responsabilité, parce que monsieur Obama est passé à la télévision pour s'en attribuer le mérite. Donc, je ne pense pas qu'ils réfléchissent toujours à toutes les conséquences. Mais c'est un peu la même chose ici.

Eh bien, ce serait pareil avec les guerres. Vous avez évoqué tout à l'heure les différents objectifs des États-Unis en Iran. Là encore, ils voulaient un changement de régime, que la population se retourne contre le gouvernement. Au lieu de ça, elle se rallie désormais derrière lui. Ils voulaient que l'Iran rompe ses liens avec ses alliés. Aujourd'hui, ces alliés sont plus importants que jamais pour l'Iran. Ils voulaient réduire les missiles balistiques. Maintenant, l'Iran reconstitue son stock de missiles à un rythme auquel nous ne nous attendions pas. Et c'est aussi indispensable à sa survie. Donc il n'y a aucune chance qu'ils le fassent maintenant. Et puis, bien sûr, il y a la question nucléaire. Par le passé, ils ne cherchaient même pas à se doter de l'arme nucléaire. Maintenant, ils pourraient le faire. Et oui, bien sûr, toute l'idée de... pardon.

#Chas Freeman

Je pense, Glenn, que la principale contrainte qui pèse aujourd'hui sur l'Iran... c'est qu'évidemment, l'Iran n'est plus soumis à aucune supervision internationale de ses programmes nucléaires. Cela a pris fin avec cette guerre, et je ne pense pas que cela reprendra. Mais l'Iran est freiné par l'idée, par sa compréhension, que s'il imitait Israël en se dotant de l'arme nucléaire, cela pousserait les Saoudiens, les Égyptiens, les Turcs, et peut-être les Irakiens, à faire de même. Il se retrouverait donc entouré de puissances nucléaires. Il ne serait pas seulement menacé par Israël, mais aussi par d'autres puissances de la région, avec lesquelles il a une histoire plutôt compliquée. L'Iran a déjà deux puissances nucléaires à ses frontières : le Pakistan et Israël. Il pourrait se retrouver avec quatre ou cinq puissances nucléaires autour de lui. Je pense donc que c'est la principale contrainte qui empêche réellement les Iraniens d'aller jusqu'au développement d'une ogive nucléaire.

Et puis, il y a autre chose. Je soupçonne que certaines personnes en Iran s'imaginent que la seule utilisation efficace d'une ogive serait de la placer sur un missile balistique intercontinental, comme l'ont fait les Nord-Coréens, afin de frapper les États-Unis. Cela donnerait à l'Iran un moyen de dissuader toute action américaine. Et donc, vous savez, je pense que nous nous sommes vraiment rendu un très mauvais service. Nous avons considérablement accru notre propre insécurité, tout en renforçant les inquiétudes de l'Iran à notre égard. Sur le plan nucléaire, je pense donc que c'est une question importante. Et je pense qu'il est possible que, vous savez, Israël ne se porte pas bien. Vous avez dit qu'il était trop sollicité sur de nombreux fronts. C'est vrai. Je veux dire, le chef d'état-major des forces de défense israéliennes, Zamir, a averti que l'armée israélienne pourrait s'effondrer.

Vous savez, les Israéliens émigrent en très grand nombre. Et ceux qui partent sont les meilleurs et les plus brillants, l'épine dorsale de l'économie des start-up pour laquelle Israël est si célèbre. Israël voit donc ses talents partir vers d'autres pays d'Europe, vers les États-Unis, ou ailleurs. Et c'est très mauvais pour ses perspectives de survie. Bien sûr, il s'est aussi aliéné la majorité des populations des pays qui le soutenaient traditionnellement, que ce soit les États-Unis, la Grande-Bretagne ou le reste de l'Europe. Il s'est donc isolé, politiquement et, potentiellement, économiquement. De plus en plus de pays ont une raison de rompre leurs liens économiques avec lui.

Alors, de tout cela, il ressort que, pour les élections israéliennes qui approchent en octobre, le Premier ministre Netanyahu et ses adversaires jouent à fond la carte du nationalisme israélien et des programmes anti-palestiniens. Le ministre de l'Intérieur, Ben-Gvir, a diffusé, puis retiré, une vidéo produite par intelligence artificielle. On y voit des Palestiniens en surpoids sur un tapis roulant, entrant dans une chambre de torture, dans un camp de concentration, puis ressortant à l'autre bout, émaciés et tremblants. Autrement dit, il a essentiellement réinventé l'Holocauste pour les Palestiniens. Vous savez, quel est l'intérêt de tout cela ? Je peux en comprendre la logique, au regard des attitudes extrêmement dysfonctionnelles d'une grande partie de l'opinion publique israélienne. Mais les réactions étrangères à cela sont évidemment terribles, et elles ne sont absolument pas prises en compte. Donc, Israël est en train de se détruire lui-même, sans vraiment tenir compte de ce qui se passe avec l'Iran.

#Glenn

Ce qui est étrange avec cette vidéo générée par intelligence artificielle, publiée par Ben-Gvir, c'est qu'elle est destinée à la campagne électorale. Ils sont censés gagner des voix avec ça : faire d'Auschwitz pour les Palestiniens. Je veux dire, ce tapis roulant, ce tapis roulant industriel qui les conduit vers l'abattoir... C'est assez étrange. C'est tout simplement horrible. C'est vraiment indicible.

#Chas Freeman

Et c'est tellement destructeur pour le peu d'affection qui reste encore à Israël sur la scène internationale que, oui, cela vous en dit long sur l'attitude des électeurs, telle qu'elle est perçue par

des responsables politiques comme Ben-Gvir. C'est un homme politique efficace, quoi qu'on puisse dire par ailleurs de lui. Ils réagissent à cela. Ils approuvent le sadisme. Ils approuvent la torture. Ils approuvent le viol de prisonniers avec des objets. Ils approuvent le massacre. Et donc, c'est un but contre son camp, s'il y en a jamais eu un.

#Glenn

Eh bien, sur le thème de l'escalade irréfléchie, vous avez mentionné l'Ukraine tout à l'heure. Et nous sommes... eh bien, je dirais que nous gravissons déjà l'échelle de l'escalade. Mais il semble que cela risque d'être difficile à contrôler désormais. Car après cette offensive de quarante jours, ces frappes en profondeur à l'intérieur de la Russie, dont les dirigeants occidentaux disent, vous savez, à quel point elles sont formidables... Et bien sûr, ils fournissent les armes et les renseignements nécessaires pour frapper ces cibles civiles. On voit maintenant que les représailles russes sont assez brutales. Il n'y a pas seulement les bombardements de Kyiv, il y a aussi le blocus naval d'Odessa. Mais à présent, les choses semblent, disons, tourner très mal pour les Ukrainiens, à bien des égards. Les problèmes s'accumulent. Et cela m'inquiète, car l'OTAN pourrait faire quelque chose de stupide pour tenter de sauver la situation, ou au moins de stabiliser le front. Comment interprétez-vous la situation actuelle en Ukraine ?

#Chas Freeman

Eh bien, je sais que le président Zelensky, président par intérim Zelensky, puisqu'il a dépassé la durée constitutionnelle de son mandat, vient de menacer toute l'aviation en Russie. Cela concerne les compagnies aériennes qui n'ont pas respecté le boycott nord-américain et européen de l'espace aérien russe : les compagnies chinoises, Qatar Airways, les compagnies émiraties, les compagnies du Moyen-Orient en général, les compagnies africaines et, bien sûr, les compagnies russes. C'est une escalade qui appelle une réponse, et cette réponse serait terrible pour l'Ukraine. Chaque fois que l'Ukraine a escaladé, les Russes ont surenché. Et ce schéma va se répéter. Pendant ce temps, deux choses se produisent. D'abord, en Europe occidentale, dans l'Union européenne, dans les pays baltes et ailleurs, il y a une campagne féroce de désinformation, destinée à alarmer les gens au sujet d'une menace d'invasion russe.

Franchement, je ne pense pas que ce soit très crédible. Il y a eu un incident à l'aéroport de Leipzig, immédiatement attribué à la Russie. C'était peut-être une action russe. Qui sait ? Mais tout l'effort visant à inquiéter les gens et à mobiliser du soutien pour l'Ukraine par ce biais bat son plein. Et cela alimente le cycle d'escalade et de contre-escalade. Au milieu de tout ça, l'Ukraine est en train de se désagréger politiquement. Et Zelensky se trouve dans une position de plus en plus fragile. Vous savez, lorsque le directeur de la CIA, Ratcliffe, a effectué sa mystérieuse visite à Moscou, ma première pensée a été la suivante : la clé d'un accord de paix, aujourd'hui, c'est évidemment un changement de gouvernement à Kyiv. L'Ukraine est en train de se désagréger. Elle essaie de recruter des femmes pour remplacer les hommes sur les champs de bataille, parce qu'elle n'a plus assez de soldats.

Son industrie, ses infrastructures, son énergie, sa capacité à se chauffer avant l'arrivée de l'hiver : tout est en train d'être détruit. Elle ne peut plus rien exporter. Ses importations de matériel militaire par voie maritime sont bloquées. Vous savez, elle est désormais pratiquement enclavée, et elle est vraiment au bord de l'effondrement. Vous savez, les Ukrainiens ont fait preuve d'une résilience remarquable, donc on ne peut pas écarter l'Ukraine. Mais il est clair qu'elle n'a jamais subi un tel niveau de pression auparavant, et les appels à la destitution de Zelensky se multiplient. Alors je me suis dit que peut-être Ratcliffe allait à Moscou pour dire : « Et si Zelensky était remplacé par quelqu'un qui serait réellement disposé à négocier selon les lignes de l'accord d'Istanbul de deux mille vingt-deux ? Quelle serait votre réaction ? »

#Chas Freeman

Accepteriez-vous une négociation ? Pourrions-nous mettre fin à cette guerre de cette manière ? Avec l'idée que les États-Unis pourraient peut-être, au lieu de menacer la Grande-Bretagne de lui retirer les îles Falkland, freiner les encouragements du MI6 aux escalades de Zelensky, et peut-être même aider à organiser un départ honorable pour Zelensky vers l'une de ses nombreuses villas, ailleurs. Je pensais que cela aurait pu être une approche intelligente de cette question. Pas particulièrement noble, mais intelligente. Je ne pense pas que ce soit ce qui s'est passé. Je pense que Ratcliffe s'est rendu là-bas avec un message de Washington qui n'était pas conciliant, et qui n'offrait aucune porte de sortie aux Russes.

Et je pense que les Russes sont sur le point de se déchaîner contre l'Ukraine. Nous sommes donc face à une crise qui se profile. Les Européens sont aujourd'hui plus agités que jamais, moins disposés que jamais à parler aux Russes. Ils vont même jusqu'à criminaliser le dialogue avec les Russes. Et, de son côté, l'Ukraine s'effondre politiquement, tandis que les Russes sont sur le sentier de la guerre. Vous savez, c'est à peu près la pire situation qu'on puisse imaginer. Et comment cela se termine-t-il ? Là encore, la remarque d'Abba Eban me revient à l'esprit. Vous savez, les États-Unis ne manquent jamais une occasion de manquer une occasion. Je pense que la visite de Ratcliffe nous offrait une occasion, compte tenu des circonstances. Je ne vois aucun signe que qui que ce soit y ait réfléchi.

#Glenn

En mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit, George Kennan a donné cette interview à Friedman, dans le New York Times. Et, vous savez, à la fin, il a fait cette remarque. Enfin, toute l'interview portait sur ses avertissements contre l'élargissement de l'OTAN, qui, en substance, nous conduirait là où nous en sommes aujourd'hui. Mais, encore une fois, il soulignait que sortir vivants de la guerre froide avait été l'une de nos grandes réussites. Et il disait, en substance, que c'était triste de voir tout cela jeté aux oubliettes en relançant, au fond, la guerre froide par l'élargissement de l'OTAN. Vous savez, nous sommes sortis de la guerre froide. Nous y avons survécu. C'est simplement étrange qu'aujourd'hui, nous soyons prêts, en substance, à risquer une guerre nucléaire au nom du principe selon lequel

l'OTAN doit s'élargir. Qu'il n'y aurait pas d'autre option. Pas de voie médiane, aucun compromis qui pourrait peut-être être trouvé. En fait, nous avons criminalisé la diplomatie. Nous avons montré que nous étions désormais prêts, en substance, à combattre les Russes. Nous avons affiché cette intention, alors même que nous n'en avons pas les capacités. Enfin... c'est très risqué.

#Chas Freeman

Oui, c'est... Et puis, vous savez, en plus de ça, je contesterais l'idée que nous ayons encore un programme d'élargissement de l'OTAN. Je pense que cela touche plus ou moins à sa fin. Ce que nous avons, ce que les Européens et les Américains ont, c'est un retour à la formule de Lloyd Austin sur l'objectif de cette guerre : affaiblir et isoler la Russie, et le faire par l'intermédiaire de l'Ukraine, aux dépens des Ukrainiens. Les Ukrainiens ont été terriblement maltraités par l'OTAN, par l'Union européenne, par les États-Unis. Ils ont énormément souffert, et ce n'était pas dans leur intérêt. Car, comme l'a montré Istanbul, ils pouvaient défendre leurs propres intérêts dans une négociation avec la Russie.

Ils ont, en gros, souscrit au programme américain et européen visant à en finir avec la Russie. Kaja Kallas parle de démanteler la Russie en ses différentes composantes, et d'autres projets tout aussi extravagants. J'imagine que les Lapons de Finlande seraient heureux de recevoir un soutien russe pour faire sécession. Mais, quoi qu'il en soit, ce n'est pas une approche constructive, et les risques augmentent. J'espère donc que quelqu'un profitera de l'ouverture actuelle en Ukraine pour adopter des politiques plus souples. Les sondages ukrainiens montrent que la population souhaite très vivement la fin de cette guerre, pour des raisons compréhensibles. Les gens en ont assez. Et ceux qui restent — une population bien plus réduite qu'au début de la guerre — accueilleraient favorablement un changement de régime à Kyiv.

Et nous avons maintenant Fedorenko, qui s'appelle désormais Fedorov, et d'autres qui défendent cette idée. C'est cela, appeler à des élections : un changement de régime, un gouvernement prêt à faire ce que Zelensky avait promis pendant sa campagne électorale. À savoir, traiter avec Moscou, trouver un accord, établir un modus vivendi, une façon de vivre côte à côte avec les Russes. Bien sûr, il y a aujourd'hui tellement de haine qu'elle déborde même au-delà. Les actions de l'Ukraine ont maintenant aliéné les Polonais à un degré alarmant. C'est un pays dans une situation désespérée, qui s'agite dans tous les sens d'une manière essentiellement autodestructrice. Il faut que quelqu'un y mette fin.

#Glenn

Eh bien, je suis d'accord avec l'idée que l'OTAN abuse de l'Ukraine. Mais le grand public, en Europe du moins, ne le voit pas ainsi. Parce que l'establishment politico-médiatique a très bien présenté ce qu'il fait à l'Ukraine comme une aide à l'Ukraine. Car oui, vous avez raison : la majorité des Ukrainiens veulent des négociations immédiates, une très large majorité. Mais quand les Européens boycottent la diplomatie, ils disent que c'est pour soutenir l'Ukraine. Autrement dit, ils ne montreront

jamais cette majorité ukrainienne à la télévision. Sur nos écrans, vous ne verrez que les Ukrainiens qui réclament de se battre jusqu'au bout. La plupart d'entre eux sont évidemment à l'étranger, donc ça n'a pas beaucoup de sens. Mais aujourd'hui, être pro-Ukraine, cela veut aussi dire soutenir Zelensky, ignorer tout appel à des élections, ignorer la mobilisation forcée par les bus. Et je pense que c'est là où ils en sont. Ils présentent le soutien à la position intransigeante de Zelensky comme un soutien à l'Ukraine.

#Chas Freeman

Parce que l'Ukraine fait leur sale boulot à leur place. Et ils l'ont même dit ouvertement. Ils ne se souciaient pas des Ukrainiens. Ce qui les intéresse, c'est d'affaiblir et d'isoler les Russes. Alors, vous savez, toute cette histoire est complètement à l'envers, comme on dit. C'est le monde à l'envers. Aider l'Ukraine, ce serait contribuer à bâtir une Ukraine démocratique et prospère, en paix avec ses voisins : la Russie, la Pologne, la Roumanie, la Hongrie et les autres. Une Ukraine qui traiterait ses minorités de manière équitable, plutôt qu'avec préjugés. Et ce n'est pas ce que nous faisons. Ce n'est pas ce que nous faisons. Et nous restons, comme je l'ai dit au début de cette guerre, prêts à nous battre jusqu'au dernier Ukrainien. Et à ce stade, le dernier Ukrainien est quelque part dehors.

#Glenn

Oui, mais présenter l'Ukraine comme cette merveilleuse démocratie, sous la tutelle de l'OTAN, c'est aussi un peu absurde. Parce que les Ukrainiens avaient une démocratie en deux mille quatorze. Aujourd'hui, ils ont l'interdiction des élections, la purge des médias, de l'opposition politique, de la langue, de la culture et de l'Église.

#Chas Freeman

Je veux dire, c'est une dictature. Et elle est peut-être vaillante, une dictature vaillante. Et, vous savez, on peut tous, comme Pete Hegseth, célébrer l'esprit guerrier de l'Ukraine. Mais c'est suicidaire, et il faut le reconnaître comme tel. Vous savez, je pense qu'on peut organiser des élections. Aux États-Unis, nous avons des élections. Ou peut-être que oui. À ce stade, on n'en est pas sûrs.

#Glenn

Bla, bla, bla.

#Chas Freeman

Ils en ont en Russie. Ils en ont dans, vous savez, beaucoup d'endroits : au Kazakhstan, et ainsi de suite. Est-ce que ça fait une démocratie ? Vous savez, l'Ukraine n'organise pas d'élections. Et comme vous l'avez dit, elle a interdit des partis politiques. Elle a nationalisé les médias. Elle a interdit l'Église

orthodoxe russe et créé une alternative nationaliste. Elle continue d'appliquer des pratiques de conscription draconiennes. Vous savez, on nous dit maintenant qu'elle doit recruter trente mille personnes par mois pour remplacer ceux qui sont soit tués, soit déserteurs sur le champ de bataille. Vous savez, la fin approche. Quand ? Je ne sais pas. L'Ukraine a fait preuve, comme je l'ai dit, d'une résilience et d'une ingéniosité considérables. Les Russes aussi, d'ailleurs. Après tout, ce sont des cousins. Donc, tout cela ne se dirige vers aucune issue qui satisfera qui que ce soit en Ukraine ou en Europe. Et cela laissera les Russes tournés vers l'Est plutôt que vers l'Ouest, ce qui n'est pas un résultat stratégiquement souhaitable.

#Glenn

J'allais dire, tout à l'heure, vous avez parlé des efforts visant à isoler la Russie. Ça aurait pu marcher dans les années quatre-vingt-dix. Mais aujourd'hui, vous la chassez d'Europe, vous la poussez vers l'Asie. Et je pense que c'est ce qu'on voit maintenant. Mais même lorsque les Ukrainiens ont eu des élections, la dernière en deux mille dix-neuf, soixante-treize pour cent ont voté pour cette plateforme de paix. Et immédiatement après, les groupes fascistes et nationalistes soutenus par l'Occident, vous savez, en coopération avec ces ONG occidentales, ont en substance tracé des lignes rouges contre l'ensemble de cette plateforme de paix. Donc, tout ce qui concernait le dialogue avec le Donbass, l'application des accords de Minsk, la paix avec la Russie, tout cela a été inversé.

C'était sous ces ONG que nous financions là-bas. Ça s'appelait... on parlait de capitulation, quelque chose comme ça. Nous soutenons l'Ukraine. Nous ne pouvons pas accepter que soixante-treize pour cent des gens veuillent la capitulation. Alors, inversez ça. Je veux dire, on peut organiser des élections, mais si on ne peut pas changer les politiques, est-ce que c'est encore démocratique ? Enfin, pardon, j'avais une dernière question. Vous avez dit tout à l'heure que les Russes pourraient maintenant déchaîner l'enfer sur les Ukrainiens, ou quelque chose de cet ordre. Pourquoi ? Qu'est-ce que vous pensez que les Russes vont faire maintenant ? Parce que si les Ukrainiens sont en difficulté, je ne m'attends pas à ce qu'ils le fassent. Je veux dire, ce n'est pas le moment de stabiliser les fronts.

#Chas Freeman

Vous savez, ils vont pousser très fort sur le front, aussi fort qu'ils le peuvent. Apparemment, ils le font en grande partie avec des armes tirées à distance, des bombes planantes et ce genre de choses. Ils utilisent désormais la version de drones propulsée par réacteur, qui est apparemment plus difficile à intercepter parce qu'elle vole plus vite. Tout cela va s'intensifier. Mais je pense que la chose la plus dangereuse que les Ukrainiens aient proposée, ce sont des attaques contre des avions civils en Russie. Je pense que ce jeu-là peut se jouer à deux. Et souvenez-vous de l'avion de ligne malaisien qui a été abattu au début, apparemment par les Russes, même si nous ne le savons pas avec certitude. Eh bien, nous nous dirigeons de nouveau vers ce genre de situation. L'Ukraine pourrait perdre totalement le contrôle de son espace aérien. Et cela devrait nous inquiéter. L'Ukraine a perdu son accès à la mer.

Elle est peut-être sur le point de perdre l'accès à l'espace aérien. Vous savez, ce n'est pas une bonne stratégie. Je l'ai toujours pensé : si vous êtes le camp le plus petit dans une guerre d'usure, le camp le plus faible, et que vous escaladez, vous donnez en fait à l'autre camp une excuse pour surenchérir. Et vous ne pouvez pas rivaliser avec lui. Pourquoi provoquer des affrontements où l'autre camp dispose d'une supériorité de forces et de meilleures options que vous ? Et pourtant, l'Ukraine l'a fait à plusieurs reprises, apparemment à l'instigation de l'Occident. Voilà où nous en sommes. Je ne sais pas ce que feront les Russes. Tout ce que je sais, c'est qu'ils feront quelque chose. Ils ne manqueront pas de répondre à ce qui constitue une incroyable violation du droit international, relevant en substance du terrorisme : du terrorisme contre des avions de ligne civils. Et ils répondront.

#Glenn

Oui, et le pire, c'est que, vous savez, nos médias vont présenter ça comme une simple escalade entre l'Ukraine et l'OTAN... pardon, entre l'Ukraine et la Russie. Mais je pense que les Russes y verront du terrorisme contre la Russie, soutenu par l'OTAN. Donc oui, comme vous l'avez dit, c'est une escalade incroyable. Mais je reste surpris qu'ils soient prêts à aller aussi loin. Cela dit, pour l'OTAN, vous savez, nous ne supportons pas vraiment les coûts, parce que nous nous battons avec des Ukrainiens. C'est donc eux qui doivent, en quelque sorte, encaisser les coups. Mais je pense que si nous nous en prenons à leurs compagnies aériennes, à l'aviation civile, alors il sera très difficile de faire comme si l'OTAN était une partie innocente dans cette affaire. Donc non, je pense que nous allons vers quelque chose de très dangereux.

#Chas Freeman

Il faut partir du principe que, si cette politique est plus qu'une simple menace, elle s'appuiera sur les renseignements américains et britanniques pour cibler les avions. Donc, comme vous le dites, on parle d'une escalade majeure, aux conséquences terribles. Et je pense que c'est peut-être ce qu'espère Zelensky. Bien sûr, il espère provoquer une attaque russe contre l'OTAN, et valider la thèse selon laquelle la Russie est une menace. Bien sûr, l'Ukraine a validé la thèse russe selon laquelle un rapprochement avec l'OTAN constitue une menace pour la Russie. Vous n'avez demandé à personne, dans une raffinerie en Russie, si c'était le cas ou non. Mais je pense qu'on pourrait arriver à un moment qui franchirait une ligne rouge pour les Russes.

#Glenn

Eh bien, j' imagine qu'aujourd'hui non plus, nous ne finirons pas sur une note optimiste.

#Chas Freeman

Encore une conversation pleine de gaieté.

#Glenn

Oui, ça a tendance à être très sombre. Mais merci quand même. J'apprécie toujours vos analyses.

#Chas Freeman

Eh bien, merci, Glenn, pour ce que vous faites.